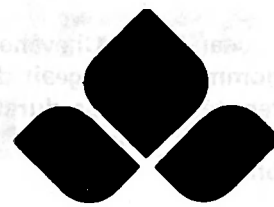


royaliste

BI-MENSUEL

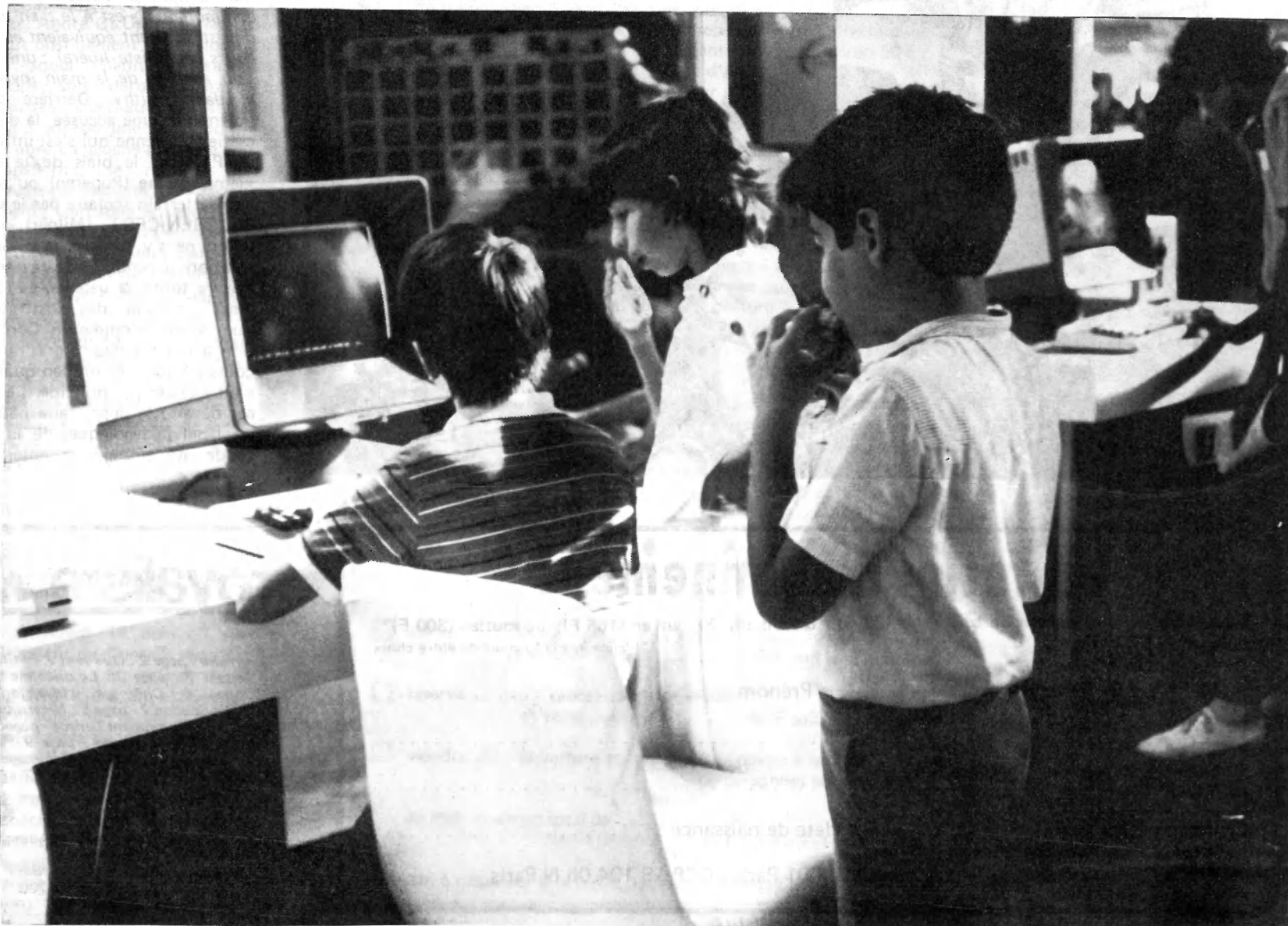
DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



les socialistes et l'école

DU 29 MAI AU 11 JUIN 1985 - 15ème année - N° 428 - 9 F

M 2242 - 428 - 9 F



Jean-Pierre Chevènement a-t-il changé ? Est-ce bien le même homme qui dirigeait dans un passé, pas si lointain, la tendance réputée « la plus dure » du Parti socialiste et qui reçoit aujourd'hui les félicitations de Paul Guth sur le plateau d'« Apostrophes » ?

Le révolutionnaire s'est-il mué en conservateur ? Il est patent que ceux qui contestent avec le plus de détermination ses orientations pédagogiques appartiennent tous à la gauche et se trouvaient hier encore à la pointe de la recherche et de l'innovation dans l'école, quoiqu'on pense par ailleurs de leur efficacité et de leur pertinence. Il n'est pas niable non plus que c'est l'opinion conservatrice qui applaudit avec conviction à la nouvelle politique de l'Education Nationale. Il y a donc un problème Chevènement.

Une manière facile de résoudre l'énigme consisterait à la mettre au compte de la grande remise en cause des illusions lyriques de la gauche. Elle passerait à côté de l'intention déclarée de l'intéressé, qui ne cesse de proclamer sa fidélité aux valeurs de l'école républicaine, celles qui justifient à ses yeux sa politique. Sans doute, a-t-on trop pris l'habitude d'identifier le courant socialiste au courant libéral. Mais 68 n'a pas fait l'unanimité que l'on croit dans la gauche non-communiste. Et le spontanéisme n'y est pas la chose

que veut jean-pierre

la mieux partagée.

Le livre récent de Jean Poperen (1) a été tout à fait explicite là-dessus : « l'idéologie libérale est la variante en langage de gauche du «laissez faire». Il s'incarne le plus souvent en un élitisme intellectuel, pour qui la liberté est, comme pour les tenants du libéralisme intégral, un privilège de minorité ». Et le numéro 2 du P.S. de souligner avec gourmandise les convergences actuelles entre libéraux et libéraux, en citant Guy Sorman, théoricien du

néolibéralisme : « Le libéralisme peut être libéral, intégrer un certain spontanéisme social créateur et permissif. Intégrer aussi des idéaux de Mai 68 ».

On aurait tort de croire que le livre de Poperen reflète un point de vue particulier, original. Il s'enracine au contraire dans une culture de gauche qui se veut authentique, à l'encontre des pièces rapportées venues de traditions étrangères à la pensée du mouvement ouvrier ou du rationalisme des Lumières.

Jean-Claude Milner, dans un essai (2) qui fit quelque bruit, il y a un an, a fait une description cruelle du « discours pieux » de la pédagogie moderne : haine des institutions, rêve de la communauté transparente, dévaluation des savoirs... L'analyse rejoint très exactement Poperen : « Le discours de l'institution nulle - qu'il s'exprime comme décentralisation, comme autogestion, comme communauté - est à le bien prendre, strictement équivalent au discours capitaliste libéral : une version adaptée de la main invisible d'Adam Smith ». Derrière cette polémique, une accusée, la démocratie-chrétienne qui s'est infiltrée au P.S. par le biais de la deuxième gauche (Popperen) ou a envahi le terrain scolaire par le biais du SGEN-CFDT (Milner). Mais qu'on ne se y trompe pas, l'intoxication a produit ses ravages à travers toute la gauche. Le Syndicat national des instituteurs que Milner nomme la **Corporation** a fait ses choux gras du discours démocrate-chrétien qu'il devrait exécuter par principe. Le SNI est devenu le dépositaire patenté du label pédagogique, de la méthode qui enseigne à enseigner,



bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste ♦

Sommaire : page 2 : Que veut J.-P. Chevènement ? - page 3 : Le dilemme du PS - page 4 : Chômage : l'inversion ? Où va le Soudan ? - page 5 : Nicaragua - pages 6-7 : Le moment Guizot - page 8 : Autour de René Girard - page 9 : Tu peux voler ! - page 10 : Hommage à Truffaut - A la marelle - page 12 : excès de zèle.

Dir. de la publication : Yvan Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57

chevènement ?

au-delà du souci bien élémentaire du contenu des savoirs.

Ce détour permet de revenir à Jean-Pierre Chevènement, qui en tant que ministre se garde d'une polémique directe avec les syndicats ou même les conceptions pédagogiques mais n'en affirme pas moins par ses décisions une politique tout à fait nette quant à ses choix fondamentaux. Son inspiration ne saurait faire de doute. C'est bien la rigueur, la primauté de la transmission des connaissances, qui doivent prévaloir dans l'institution scolaire. Nul besoin de renier ses convictions profondes pour cela. Cette politique n'est pas dictée par la volonté démagogique de se rallier une opinion naturellement conservatrice pour les valeurs de l'éducation et de l'instruction. Bien au contraire, en tenant ce discours précis, le ministre est rigoureusement fidèle à lui-même, d'autant plus heureux de s'affirmer tel qu'enfin les circonstances sont tout à fait favorables à son credo.

Il est encore trop tôt pour savoir de quelle façon la gauche dans son ensemble va se comporter face à un tel infléchissement de l'idéologie éducative qu'elle a proposée et soutenue. La Fédération de l'Education Nationale approuve et grogne tout à la fois, prise au piège de ses propres contradictions : retour aux valeurs de l'école de la République contre pédagogie d'éveil... L'opinion dans son ensemble apprécie et applaudit. De là, la remontée spectaculaire de Chevènement dans les sondages. Il faut dire aussi qu'il s'y prend à merveille pour faire sa propre publicité à partir de la moindre initiative de son ministère. C'est de bonne guerre, pourvu que les intérêts essentiels qu'il a à défendre s'en trouvent confortés.

Mais à plus long terme, la philosophie du ministre devra être jugée sur sa capacité à répondre aux difficultés de la France d'aujourd'hui. La rigueur, la nécessité de donner aux enfants du primaire les rudiments indispensables à une formation de l'esprit, sont après tout, le bien de l'école de Jules Ferry autant que celui des frères quatre bras. Les errements du spontanéisme débridé, de la pédagogie folâtre devaient être stoppés, sans inutile chasse aux sorcières. Il n'est pas dit que ce redressement suffise à répondre aux défis présents.

Le retour à l'école de la République peut signifier une nouvelle crispation laïcarde avec tentative de marginalisation du secteur privé. Va-t-on privilégier un certain monolithisme idéologique au nom de l'instruction civique ? Apprendre la Marseillaise aux enfants n'est pas la meilleure façon de les persuader des vertus du patriotisme. On se fait de douces illusions si on croit encore résoudre la difficulté de l'insertion du monde musulman par le minimum idéologique requis. Ce n'est pas en ignorant le fait religieux qu'on organisera au mieux la cohabitation pluriculturelle.

Le retour à la tradition idéologique la plus dure de la gauche peut être un facteur de régression. On s'en est rendu compte dans l'affaire de l'école privée lorsque le rationalisme idéologique s'est rappelé à notre bon souvenir. Certes il est beaucoup trop tôt pour porter un jugement global sur l'action d'un ministre qui a droit aussi au préjugé favorable. Il importe, malgré tout, d'apprécier exactement la portée d'un redressement intellectuel qui n'a pas dit son dernier mot.

Gérard LECLERC

(1) Jean Poperen -Le nouveau contrat socialiste- Ramsay.

(2) Jean-Claude Milner -De l'école- Le Seuil.

P.S. J'avais déjà rédigé cet article lorsque je suis tombé sur les réflexions de Frédéric Gausson dans «Le Monde» du 21 mai. «Entre Jean-Jacques Rousseau et Jules Ferry». Mon confrère insiste à la suite d'un colloque organisé par plusieurs revues à la Sorbonne sur l'opposition entre une école élitiste et une pédagogie d'éveil axée sur la démocratisation. Cette dernière, «globalisante», veut prendre les individus dans la formation de leur personnalité au-delà de leur développement rationnel. Il y a là tout un débat sur la fonction de l'école. Est-ce bien à elle d'assumer

toutes les tâches de l'éducation. Par ailleurs, une phrase prononcée par Jacques Delors à la Sorbonne résonne pour moi curieusement : «Je ne m'enlève pas de l'idée qu'une source de l'inégalité est dans l'éducation». Le repli sur les fonctions purement cognitives voulu par l'élitisme républicain n'aboutirait qu'à la marginalisation d'une part importante de la jeunesse. Est-ce à dire que l'instruction proprement dite est facteur d'inégalités, et donc nuisible en tant que telle ? Sûrement pas. Il y a tout de même du discours pieux selon Milner dans ce genre de propos. Mais l'exclusion de tout souci pédagogique au sens large ne serait sûrement pas un progrès. Affaire à suivre.

le dilemme du p. s.

Du Comité directeur du Parti socialiste, réuni le 11 mai dernier, on a retenu que les socialistes ne gouverneraient pas avec la droite. Pour intéressante qu'elle soit, cette décision ne résout aucune des questions posées par l'échéance de 1986.

Fidèle à lui-même, tel est apparu le Parti socialiste après ce Comité directeur. Nul ne pouvait douter qu'il en serait autrement. Mais, au-delà de la fermeté des déclarations, l'incertitude demeure quant à la stratégie de la gauche avant et après les élections législatives. Comme le soulignait Jean-Yves Lhomeau dans un article remarquable («Le Monde» du 14 mai) tout s'est passé comme si le P.S. continuait à réfléchir et à agir selon la logique instituée par le scrutin majoritaire, donc dans la perspective d'un affrontement classique entre la droite et la gauche. Or la proportionnelle risque de créer une situation inédite que le P.S. ne semble pas envisager, ou qu'il ne veut pas évoquer publiquement.

Comme le demande Jean-Yves Lhomeau, «que se passerait-il si l'UDF et le RPR ne rassemblaient pas un nombre suffisant de députés pour former à eux seuls une majorité de gouvernement ? Que se passerait-il si, dans ce cas, les socialistes étaient - sans avoir eux non plus la majorité, même avec l'appui hypothétique des communistes - les plus nombreux à l'Assemblée nationale ? Qui gouvernerait, et avec qui ?» A cette question, le Parti socialiste doit répondre sans tarder, d'abord pour la clarté du débat électoral, et ensuite dans son propre intérêt, pour ne pas donner l'impression qu'il accepte d'avance sa défaite et qu'il a choisi de se replier sur lui-même dans la période décisive qui suivra les élections.

Cette fâcheuse tentation du repli s'observe également dans la tactique que le P.S. envisage pour la campagne électorale. D'une part, l'idée d'une ouverture souhaitée par certains (les «néo-rocar-

diens» notamment) n'a été que très mollement évoquée. D'autre part, le projet que l'on prête à Laurent Fabius d'un rassemblement de toutes les composantes de la majorité présidentielle a été reçu avec réserve, c'est le moins qu'on puisse dire. Cette attitude frileuse est d'ailleurs compréhensible : le P.S. se prépare à perdre une centaine de députés et les places d'éligibles seront chères pour les socialistes eux-mêmes; on conçoit qu'ils n'acceptent pas de gaieté de cœur d'offrir un certain nombre de sièges à des gens qui ne sont pas «de chez eux».

Mais comprendre n'est pas justifier. Il faut que le P.S. sache ce qu'il veut :

— ou bien se contenter de «sauver les meubles» (en oubliant que la proportionnelle assurera à la gauche de nombreux sièges qui auraient été perdus si le scrutin majoritaire avait été maintenu). En ce cas le P.S. adopte une conduite d'échec et renonce à donner au Président de la République le concours parlementaire qu'il est en droit d'attendre.

— ou bien pratiquer une politique d'ouverture, favoriser le rassemblement de tous ceux qui soutiennent le Président de la République et accepter la traduction parlementaire de cette majorité présidentielle. Les difficultés internes que provoqueraient un tel choix seraient largement compensées par un apport substantiel d'électeurs qui risquent, dans le cas contraire, de s'éparpiller sur de petites listes ou de choisir l'abstention.

Souhaitons que le Parti socialiste sache et dise rapidement ce qu'il veut.

B. LA RICHARDAIS

chômage : l'inversion ?

Plusieurs études statistiques indiquent une légère mais nette amélioration sur le front de l'emploi. Début de l'inversion de la courbe ou infléchissement passager, toujours est-il que des chômeurs se mobilisent.

Dans le maquis des chiffres, des pourcentages et des règles à calcul, chacun peut trouver de quoi conforter sa position. Lionel Stoléru n'a peut-être pas tort de compter les «tucistes» parmi les chômeurs. Mais les pays qui ont adopté ce genre de dispositifs d'utilité collective ne le font pas, et le Bureau international du travail ne le conseille pas. Malgré la diversité des interprétations - toutes justes à leur manière - il faut bien s'arrêter à un décompte précis : celui du ministère du Travail et de l'Emploi est le même que sous le septennat précédent. A suivre la courbe des demandeurs d'emploi, il y a eu ces trois derniers mois, des baisses successives, phénomène tout à fait exceptionnel. En février, le nombre des chômeurs baissait de 0,50%, en mars

de 0,20%, en avril de 0,60%. Depuis le début de l'année le nombre des chômeurs a diminué de 32.600. Que l'on prenne les chiffres bruts ou les données corrigées des variations saisonnières - là se trouve souvent le point de discordance entre différentes versions - l'inflexion s'inscrit dans la courbe. Les jeunes de moins de 25 ans sont les premiers bénéficiaires de l'éclaircie. L'opération TUC a remporté un beau succès auprès des jeunes. Pour 1.200 à 1.700 F par mois et l'attribution d'une occupation à temps partiel, ils sont près de 100.000 à avoir retrouvé une utilité sociale, qui leur évite la marginalisation absolue. Devant la vogue des T.U.C., François Mitterrand a même placé la barre plus haut, en espérant voir d'ici la fin de l'année 300.000 jeunes bénéfi-

cier d'un travail d'utilité collective.

Qu'une tendance se dessine ne signifie pas que nous entrons dans le processus d'inversion. Les mois prochains confirmeront ou infirmeront. Mais d'autres chiffres corroborent l'hypothèse la plus opti-

sés a baissé de 2% en avril et celui des demandes d'indemnisation de 7,90%, ces deux chiffres étant supérieurs à la baisse saisonnière normale. Le point qui reste sombre, c'est le nombre des allocations versées aux chômeurs de longue durée, toujours en progression. Derrière les chiffres, il y a sans doute une amélioration sensi-



miste : les licenciements d'ordre économique ont régressé de 6,20% par rapport à avril et nous assistons à une augmentation des reprises d'activité (6,30% de plus que le mois précédent, 42,70% de plus qu'en avril de l'an dernier !).

Les statistiques de l'UNEDIC renforcent l'impression générale : le nombre des chômeurs indemni-

ble, mais surtout le sort de centaines de milliers de personnes pris par la pauvreté, ou s'en approchant. Un million n'ont aucune indemnité pour vivre. Dans une société où les intérêts de chacun sont pris en compte par une ligue, une association ou un syndicat, ils sont bien les seuls à ne pas s'organiser, alors qu'ils revendi-

CHEMINS DU MONDE

où va le soudan ?

La conférence de Berlin sur l'Afrique il y a cent ans («Royaliste» 421) était en cours lorsqu'on apprit la chute de Khartoum et la mort de Gordon, le 26 janvier 1885, aux mains des Mahdistes, acte de naissance du nationalisme soudanais. Le 22 juin prochain, le Soudan commémorera le centenaire de la mort de son fondateur, le Mahdi.

L'indépendance, le 1er janvier 1956, sera proclamée grâce aux mahdistes à l'encontre des partisans du rattachement à l'Egypte (la Khatmiya) nostalgiques du Soudan anglo-égyptien.

1985 : le chef des Ansars («auxiliaires», appellation des mahdistes) est à la tête de l'opposition nationale, religieuse et laïque, baasiste, nassériens et communistes inclus, la Khatmiya, dernier soutien de Nimeiri, a provisoirement réussi à faire passer un des siens, le général El Dahab, à la tête de l'Etat. La coalition actuelle recouvre cependant trop d'ambiguïtés pour se perpétuer longtemps. Nimeiri avait tenu en allant d'al-

liances en ruptures. Glacis anti-communiste de la stratégie américaine, soutenu par l'Arabie saoudite à cause notamment de son appui aux maquis érythréens, il n'avait finalement dû son salut qu'à une alliance avec les frères musulmans, expérimentant une forme nouvelle (1) de jonction entre Américains et islamistes pour faire face à l'ennemi prioritaire communiste, en l'occurrence éthiopien, et accessoirement libyen, qui favorise la nouvelle rébellion du sud, cette fois non sécessionniste, du colonel Garang (2) qui recherche une réforme de l'Etat soudanais dans son ensemble.

L'Egypte, inquiète des répercussions chez elle du mouvement des Frères musulmans et soucieuse de ses relations avec l'Ethiopie aux sources du Nil (bleu), ne pouvait que se féliciter du remplacement de Nimeiri dans ces conditions. Les Etats-Unis, qui avaient sur le tard contraint le maréchal à se séparer des Frères, n'ont-ils fait que changer de monture ?

Si le mouvement se radicalise, le Front de Salut National, Sadek El Mahdi, le colonel Garang, vont voir leur influence grandir. Est-ce qu'un Soudan qui ne serait plus un «glacis», qui pourrait même s'intituler «socialiste» et se rapprocher d'Addis-Abeba, devrait pour nous prendre la couleur rouge sur une carte des «dominos» ? C'est tout le point de savoir si nous devons au sud être attachés au char de Washington à quelques nuances près ou si nous sommes capables d'assurer un retrait stratégique sur des positions plus défendables qui, pour n'être pas pro-américaines, n'en sont pas pour autant pro-soviétique. Nous reviendrons sur ce débat avec le livre de Régis Debray, «Les empires contre l'Europe».

Pour ce qui est du Soudan, au

nord et au sud, on oublie trop souvent qu'il s'agit non tant de l'arrière-pays de l'Egypte et d'un pays arabe que d'un pays africain et que c'est le Nil, donc l'Egypte, qui a sa source au cœur du continent africain ! La sécheresse actuelle qui ruine l'Ethiopie et se répand au Soudan touche déjà l'Egypte. Le grand barrage d'Assouan ne peut retarder ou amortir le désastre que de quelques années. Déjà le niveau du Nil est un des plus bas jamais enregistré. Le sort des trois pays est indissociable.

Le colonel Garang a raison de ne pas répéter les errements de ses prédécesseurs victimes de la politique coloniale qui avait d'abord isolé radicalement nord et sud avant d'ouvrir, en 1947, la colonisation du sud par le nord, provoquant dix-sept ans de guerre civile et un million de morts de 1955 à 1972. Dire que le Soudan est un «pont» entre les mondes arabe et africain continue à nier sa véritable identité. Les Soudanais du nord renaissent à leur négritude en même temps que ceux du sud à leur «soudanité». Les nu- biens que l'on voit à Assouan sont aussi noirs et africains que les

quent un droit inscrit dans la Constitution.

UNE INITIATIVE ORIGINALE

Pas organisés ? Le Syndicat des chômeurs de Maurice Pagat tente de remédier à cette carence. Il compte dans ses rangs plusieurs milliers de chômeurs et s'efforce d'installer dans chaque grande ville une «Maison des chômeurs» où le demandeur d'emploi pourra trouver de multiples services d'aide. Cette deuxième quinzaine de mai voit se développer une grande campagne pour attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur le sort des chômeurs, avec présentation de propositions précises (création d'un minimum-chômage égal aux deux tiers du SMIC, par exemple). Les multiples initiatives qui ont lieu sont ponctuées, jeudi 30 mai, par une manifestation des chômeurs, la première dans le genre en France. L'occasion est offerte pour dénoncer le péché originel de la gauche : avoir trop promis, avoir trop peu tenu. Lorsqu'il s'agit de l'espoir de plus d'un million de démunis, c'est difficilement pardonnable.

Emmanuel MOUSSET

Dinka du sud. Khartoum compte plus de 300.000 sudistes dont au moins 20% de chrétiens ! Ceux qui se disent arabes approchent les 40% mais il sont quasiment tous racialement métissés et culturellement africanisés. L'unité et l'avenir du pays seront le prix de la reconnaissance de son identité nationale. Ce fut déjà le prix de l'indépendance lorsqu'au contraire de la Khatmiya qui réclamait l'islamisation du sud, les Ansars surent aller au sud rallier les grandes tribus à leur ligne indépendantiste comme ils surent également pour quelques mois s'allier aux communistes.

Cette fois encore la clé de l'indépendance du Soudan se trouve au sud.

Yves LA MARCK

(1) Encore qu'elle existe au Pakistan de Zia.

(2) Diplômé d'économie de l'Université de New-Jersey, officier de carrière, mutiné en 1983, président du MLPS (Mouvement de Libération du Peuple du Soudan) dont les mots d'ordre sont «Unité nationale, socialisme, autonomie et liberté religieuse», qui contrôle le sud - 650.000 km, 6 millions d'habitants.

l'obsession nicaraguayenne et la réalité latino-américaine

La démocratisation actuelle en Amérique latine est, dit-on, le meilleur garde-fou contre sa «cubanisation». Est-on si sûr qu'on l'interprète bien ainsi à Washington ? Cette démocratisation, après tout, ne surgit pas de nulle part : et si elle était plutôt une réaction contre le reaganisme ? Et si Cuba réintégrait progressivement la communauté latino-américaine ? Et si ce phénomène était bien plus décisif que l'évolution du Nicaragua ?



Les Etats-Unis font une fixation sur Cuba et le Nicaragua qui les empêche de voir la forêt. La peur des castristes et des sandinistes est obsessionnelle, irrationnelle. S'il s'agissait de limiter leurs liens avec Moscou, on la comprendrait. Mais tout laisse à penser qu'internationalement, ni Moscou, ni La Havane, ne sont prêts à rééditer la situation de 1962. Le président Reagan, en revanche, ne craint pas de commettre la même erreur que ses prédécesseurs, en 1961 à Cuba, pour l'évolution intérieure du Nicaragua. L'embargo, non élargi cette fois aux pays latino-américains et à l'Europe, ne peut qu'entamer la crédibilité américaine. «Urgence nationale», «menace immédiate sur la sécurité des Etats-Unis», personne parmi les auteurs de la loi de 1977 sur les «pouvoirs économiques en

matière de crise internationale» n'avait pensé que ces attendus eussent pu s'appliquer aux deux millions et demi de Nicaraguayens. Le doute est jeté une fois de plus sur le système constitutionnel de la mère des démocraties.

Les démocraties restaurées au sud ne sont visiblement pas ses filles. Le président équatorien, de centre-droit, a été le premier président élu (Mexique exclu) à se rendre à Cuba. Le président colombien, conservateur, est en contact permanent avec Fidel Castro qu'il veut associer au groupe de Contadora (1) pour une solution négociée au Nicaragua, notwithstanding le veto américain. Le président uruguayen a annoncé dès son avènement son intention de renouer les relations avec Cuba. Les relations argentine-cubaines se développent régulièrement depuis l'élection du président Alfonsín. La Bolivie de Suazo collabore étroitement avec Cuba. Le Pérou, après la victoire de l'APRA, se dirige dans le même sens. La commission des affaires étrangères de la Chambre des députés brésilienne s'est prononcée en faveur de la reprise des relations avec Cuba.

Il n'est pas très difficile de voir dans cette évolution une forme de réaction contre l'administration Reagan, d'abord certes pour l'hostilité envers Managua (2), mais il y a plus : c'est l'attitude émotionnelle des dirigeants des pays super-endettés à l'encontre de ce qui est considéré comme une grossière indifférence de la part de Washington. Le problème numéro 1 des relations entre les deux Amériques est celui de la dette : 350 millions de dollars. Son service, s'il était in-

tégral, absorberait plus que la totalité des réserves. On se souviendra qu'à la fin du siècle dernier, ce contentieux de la dette avait servi aux Etats-Unis à se débarrasser de leurs rivaux européens dans la zone. Il se retourne contre eux aujourd'hui.

Les Latino-Américains sont reconnaissants à Cuba de pouvoir dire à cet égard tout haut ce qu'ils pensent plus bas.

La démocratie, comme tous les régimes qui l'ont précédée, ne résistera peut-être pas à l'étendue de la crise financière devenue crise politique. C'est finalement l'intervention du FMI qui a eu raison des militaires au Brésil. De l'issue de la partie de bras de fer engagée avec le Fonds dépendront le sort et l'orientation des démocraties latino-américaines, et non de Moscou ni des idéaux de 89 ou du positivisme d'Auguste Comte qui a donné sa devise au Brésil : «Ordre et Progrès» et dont les Français se flattent dès qu'il s'agit d'Amérique latine. La surface, l'aristocratie intellectuelle, en est influencée, mais la réalité est tout autre : travaillée par de puissants courants indiens, ou africains (3), puissances instinctives, aveugles, puissances du ressentiment, instinct du «caudillo» que, finalement, l'Espagne est seule à avoir approché et qu'elle est seule aujourd'hui encore à pouvoir comprendre de l'intérieur (4). Nous aurions intérêt à nous en apercevoir : lorsque le XXI^{ème} siècle s'ouvrira, il y aura deux fois plus d'hispanophones que de lusophone et deux fois et demi plus que de francophones. L'hispanité est conquérante et d'abord parce qu'elle l'est aux Etats-Unis eux-mêmes qui comptent vingt millions d'hispanophones, en partie la cause de leur peur et de leur agressivité sur leur frontière caribéenne.

Y. L.M.

(1) Créé en janvier 1983 : Colombie, Mexique, Panama, Venezuela.

(2) Sait-on que le Nicaragua a connu une colonisation double : espagnole à l'ouest, anglaise à l'est dans la Mosquitia (1/3 du pays, 10% de la population) du nom des indiens Mosquitos utilisés pendant trois siècles (1633-1894) par les Anglais comme fer de lance contre Managua ? De cette époque date une mutuelle aversion éventuellement habillée d'idéologie.

(3) Au Brésil, plus exubérant, plus accommodant aussi du fait du tempérament portugais à l'opposé de la passion espagnole et de l'introversité indienne.

(4) On lira avec profit André Sjefried «Amérique latine», 1934 et les «Méditations sud-américaines» d'Hermann de Keyserling (trad. française de 1942).

ENTRETIEN

La parution du dernier livre de Pierre Rosanvallon se situe en pleine actualité. Non parce qu'un libéralisme économique douteux est à la mode, mais parce que la naissance du libéralisme politique en France, période longtemps occultée, suscite à nouveau l'intérêt des historiens et des politiques.

pierre rosanval

● **Royaliste : Quand, et sous quelle forme, apparaît le libéralisme dans notre pays ?**

Pierre Rosanvallon : Il apparaît avec la Révolution française. Comment une société d'individus arrive-t-elle à équilibrer la dimension libérale (au sens de protection du droit de l'individu) et la dimension démocratique (de participation à la chose publique) ? La question est ouverte par 1793 : c'est celle de savoir comment cette participation à la chose publique peut ne pas devenir un moyen paradoxal de réduire le système des libertés. C'est l'opposition 89/93 ; celle de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Terreur. Cette question chemine dans la société française à partir de Thermidor. Des gens comme Boissy d'Anglas ou Daunou, ou même comme Sieyès se demandent comment terminer la Révolution française. Pour y parvenir, les thermidoriens pensent qu'il faut trouver une forme d'équilibre entre l'idée civique de participation à la chose publique, et l'idée de raison - la question est principalement posée à l'intérieur du groupe des idéologues (Maine de Biran, Cabanis, Jean-Baptiste Say, Mme de Staël...). Ces derniers essaient d'aller dans trois directions :

1/ Le gouvernement scientifique, au-delà des passions puisqu'il serait fondé sur des critères scientifiques. C'est la reprise de l'idéal « technocratique », très fort dans la société française, à travers un certain nombre de grands commis, de grands administrateurs du XVIII^e siècle. C'est aussi ce qui fait le cœur du travail de Condorcet : concilier l'idée de volonté avec celle de raison.

2/ La mathématique sociale qui consiste à parvenir à saisir les problèmes sociaux, de telle sorte que l'on passe d'une problématique du gouvernement à l'administration. C'est un mouvement indissociable de celui de la naissance de la statistique et même de la sociologie.

3/ La physiologie qui a pour but d'essayer de traiter la société avec les concepts de la pathologie médicale.

● **Royaliste : Mais cette volonté scientifique et « technocratique » suffit-elle pour gouverner la société française ?**

Pierre Rosanvallon : Il est évident que cette réflexion, menée

par les idéologues, aura beaucoup de mal à trouver son point d'équilibre : ce qui caractérise la période de 1795 (Constitution de l'an III) à 1799, ce sont des coups de balanciers qui vont soit du côté royaliste, soit du côté jacobin. Les thermidoriens impuissants sont condamnés à une politique du coup d'Etat : ils invalident systématiquement les élections et n'ont donc pas trouvé le moyen de continuer à gérer les tensions politiques de la société française. Ce sont eux qui, à travers Sieyès, ont fait appel à Bonaparte pour faire le coup d'Etat du 18 brumaire.

Après l'Empire la question de Thermidor est réouverte : en 1814 se repose à nouveau la question de savoir comment terminer véritablement la Révolution. Il s'ensuit une réflexion qui va essayer d'analyser les faiblesses de cette pensée thermidorienne pour lui donner une chance d'arriver à son objectif.

● **Royaliste : Sur quoi s'appuie cette réflexion ?**

Pierre Rosanvallon : Sur deux idées :

1/ L'idée d'un compromis politique dans la société française ; compromis entre la France nouvelle et la France ancienne, sur la base de la monarchie constitutionnelle. C'est l'idée de 1814. Peu à peu, on s'aperçoit que ce compromis politique est difficile, qu'il faut lui donner une armature intellectuelle. Ce sera l'œuvre des doctrinaires, et notamment de Guizot. Cette œuvre intellectuelle a consisté à donner une version sociologique de libéralisme. Il faut penser la société à partir d'objets sociologiques et non à partir de concepts indifférenciés (l'individu, le peuple la classe, la masse...) et construire la stabilité autour du groupe social central. Il n'y a pas de philosophie politique s'il n'y a pas, derrière, une sociologie. Voilà une idée centrale chez les doctrinaires ; c'est aussi la grande caractéristique du XIX^e siècle (cf. Auguste Comte, Saint-Simon, Marx). C'est pourquoi les rapports Marx/Guizot sont extrêmement forts, car tous les deux ont une vision de l'histoire de même nature. Tous les deux ont l'idée que c'est une classe sociale centrale qui est le lien de résolution des problèmes traditionnels de la politique. Guizot et les doctrinaires (Rémusat, Royer-Collard, etc.) font tous l'analyse lucide de ce qui a manqué aux thermidoriens, à Benjamin Constant... Ils définissent alors le concept de « classe moyenne ».

2/ L'idée que la classe sociale centrale se définit, non à partir du principe de la volonté (de l'élection), mais à partir du principe de la raison : c'est le principe de capacité. Ceux qui gouvernent l'ordre social sont « les capacités ».

A partir de ce point de vue, on comprend le second pilier fondamental de la pensée doctrinaire : l'idée que la souveraineté est un lieu inoccupable.

Quelle avait été la tradition française depuis 1789 ? Construire le principe de souveraineté de la Nation, puis de la souveraineté du Peuple. Mais, en politique, dès que la souveraineté est lieu occupable, le danger qu'elle soit non pas un instrument de libération mais de tyrannie apparaît. Toute la tradition libérale a posé la question depuis Locke. L'idée des doctrinaires est de fonder le fait que cette souveraineté soit inoccupable, dans une société complètement sécularisée. Ce lieu inoccupable est celui de la raison dont personne n'est propriétaire, même si une catégorie sociologique - les capacités - a un rapport privilégié avec la Raison.

● **Royaliste : Comment étaient définies les « capacités » ?**

Pierre Rosanvallon : La notion de capacité est définie, chez les doctrinaires, à partir d'un critère central : celui du gouvernement social. La capacité n'est pas, comme dans la technocratie, un savoir-faire professionnel et technique mais une intelligence globale de l'histoire de la société et de son gouvernement.

Ce qui fait la différence entre le langage des capacités et celui de la technocratie, c'est que le premier s'opère dans un contexte de suffrage limité. Ce qui naît après 1848, c'est un langage politique transformé par le suffrage universel.

● **Royaliste : Pourtant, en France, le suffrage universel s'est imposé difficilement.**

Pierre Rosanvallon : Quand on regarde l'histoire de la démocratisation à partir du critère du suf-

frage, on constate qu'en Angleterre on a vécu un mouvement linéaire, une conquête graduelle et progressive du suffrage universel dans lequel conquête des droits sociaux et des droits politiques se font par étapes (lois de 1832, 1867, et 1884-85). En France, les conditions de la participation sociale obéissent à de brusques oscillations. Les conditions dans lesquelles ont été convoqués les Etats-Généraux impliquaient pratiquement le suffrage universel. Il y a eu, de fait, suffrage universel pour déterminer les délégués aux Etats-Généraux (1). Dès 1791, il n'y a plus que 70% des personnes de plus de 21 ans qui étaient considérées comme électeurs ; les conditions de la citoyenneté étaient limitées par des critères de dépendance (domesticité) et d'intérêt à la chose publique (paiement d'un impôt représentant 3 journées de travail). On voit cette participation augmenter théoriquement avec le suffrage universel adopté pour les élections de la Convention (décret du 10 août 1792). L'Empire accorde théoriquement le suffrage universel en 1800, mais le vide de son contenu par les listes de notabilité.

En 1814, brusquement, on tombe à 100.000 électeurs avec le suffrage censitaire. A la veille de 1848, il n'y en aura que 300.000. Les conditions de passage à l'intégration politique sont donc chaotiques en France.

Comment comprendre ce phénomène essentiel ? Des pays comme l'Angleterre et les Etats-Unis avaient trouvé leur stabilité institutionnelle, c'est-à-dire le cadre dans lequel seule une évolution - et non une révolution - était pensable. Au contraire, dans la société française se pose la question suivante : quand se produira en France l'équivalent du 1688 anglais ? Ce sera la grande espérance, en 1830, après les 3 journées de Juillet. Quand, après le départ de Charles X, arrive le duc d'Orléans, on se dit que la France a trouvé son 1688. Alors, même les plus sceptiques ont pensé que la France avait trouvé un régime éternellement stable avec la Monarchie de Juillet. Les conditions dans lesquelles s'est déroulé 1848 ont été une surprise pour les républicains eux-mêmes.

● **Royaliste : Pourquoi la figure de Guizot est-elle intéressante ?**

on : le moment guizot



Pierre Rosanvallon : Parce que c'est le théoricien politique qui «tient» simultanément trois idées : — celle de la réflexion philosophique sur la souveraineté, — celle de la réflexion sociologique sur les classes nouvelles, — celle de la réflexion historique, c'est-à-dire la mise en perspective longue de la question de la révolution française et de la difficulté de la terminer.

L'idée habituelle que l'on a de la Restauration et de la Monarchie de juillet est celle d'une période creuse. Il y a peu de publications, en France, sur cette période. Les historiens politiques ont vu le 19ème siècle comme un mouvement partant de 1789 pour aboutir à 1875, comme si l'histoire de

ce qui se passe au moment où se fait la «synthèse républicaine» si l'on ne comprend pas ce nœud doctrinaire dont Guizot est l'illustration et les rapports difficiles entre l'idée démocratique et l'idée libérale.

● **Royaliste :** Pourquoi le compromis politique s'est-il révélé si difficile sous la Restauration ?

Pierre Rosanvallon : Mais le compromis politique a fonctionné à deux reprises. De 1817 à 1819, ce sont les grandes années libérales. Tout va basculer avec l'assassinat du duc de Berry. A ce moment, des gens comme Guizot sont révoqués du Conseil d'Etat, interdit de cours à l'Université... De 1822 à 1827, ce sont les an-

mouvement social a été plus important en France que le mouvement républicain.

● **Royaliste :** Quelle est la place de la Monarchie dans la pensée de Guizot ?

Pierre Rosanvallon : Pour lui, par définition, le monarque est celui qui signifie que le lieu de la souveraineté est inoccupable. Le souverain est présent pour marquer que personne ne peut s'en emparer, mais il n'a aucun moyen d'abuser de sa position. C'est la raison pour laquelle Guizot a toujours été profondément monarchiste.

● **Royaliste :** Comment les doctrinaires concevaient-ils la souveraineté de la raison ?

Pierre Rosanvallon : Pour eux, il ne suffit pas de parler en terme de souveraineté, il faut aussi parler en terme de gouvernabilité. Les doctrinaires sont des intellectuels qui sont indissociablement des hommes politiques et qui ne séparent jamais la question philosophique de celle de la gouvernabilité. La définition du gouvernement représentatif, c'est une procédure destinée à rechercher ce qu'il y a de raisonnable dans la société. C'est une vision extrêmement moderne de la représentation non pas comme mimétisme, comme proportionnalité, mais comme procédure. Il y a là des idées qui ne seront redéveloppées, dans l'ordre intellectuel, qu'à travers des théories de la découverte ou de la connaissance beaucoup plus contemporaines. Le problème des doctrinaires est qu'ils n'ont pas réussi à faire prendre à cette idée intellectuelle suffisamment de distance par rapport à la figure sociale traditionnelle de la bourgeoisie. Il est intéressant de voir comment l'idée d'un groupe social central finit par s'affadir dans la platitude bourgeoise. C'est le drame de la Monarchie de juillet, fondée sur une grande ambition théorique, une grande idée intellectuelle, mais qui est tombée de cette sclérose.

● **Royaliste :** Pourquoi Guizot est-il resté si longtemps ignoré ?

Pierre Rosanvallon : Ma théorie est que la France a exorcisé un rapport avec toute une période de son histoire à ses dépens. Il a été le refoulé de l'histoire politique du 19ème siècle. Au moment où il meurt, il est unanimement re-

jeté. Seul «Le Figaro» d'alors publie un article clairvoyant, aux termes duquel le grand problème pour Guizot est qu'il y a eu un quiproquo entre lui et la bourgeoisie. Pour lui, cette dernière aurait dû constituer une élite, alors qu'elle ne comprenait que des gens qui vquaient à leurs affaires, sans aucun projet politique.

C'est une analyse profonde, car les quiproquos sociologiques sont toujours importants dans l'histoire politique. Paradoxalement Guizot c'était les années d'enrichissement, mais il y avait chez lui un mépris remarquable pour l'argent et la bourgeoisie.

● **Royaliste :** Comment expliquez-vous le retour actuel à Guizot, Constant... ?

Pierre Rosanvallon : Il y a des bons et des mauvais motifs. Les seconds sont très clairs et une horde de gens incultes et de sous-intellectuels se précipitent sur le mot de libéralisme. Mais la raison profonde tient à une conjoncture intellectuelle très précise : nous sommes à un moment où le capital, sur lequel s'étaient constitué les Etats libéraux développés, s'épuise. On est donc amené à essayer de comprendre à nouveau leur genèse, ainsi que les mécanismes intellectuels et politiques sur lesquels se sont formées les grandes synthèses que nous connaissons aujourd'hui encore. C'est pourquoi on se réintéresse au 19ème siècle et à la révolution française.

Ce n'est pas par hasard si, quand on a commencé à réfléchir sur les problèmes posés par l'Etat-nation, on s'est intéressé à la sécularisation de l'Etat au 13ème ou 14ème siècle. Nous sentons que là se nouent des choses dont nous vivons encore. De même, depuis 7 ou 8 ans, beaucoup de livres sont publiés sur l'étranger, la citoyenneté... en Grèce ou à Rome. On essaie de comprendre si la participation et l'intégration sont fondées sur des mécanismes d'exclusion.

propos recueillis
par Alain Solari

Pierre Rosanvallon -Le moment Guizot- Ed. Gallimard. Prix franco : 190 F.

(1) Un cahier de Royaliste consacré à la «Démocratie selon Louis XVI» sera publié à la fin de 1985.



29 juillet 1830, insurrection dans le quartier du Palais-Royal : «même les plus sceptiques ont pensé que la France avait trouvé un régime éternellement stable avec la Monarchie de Juillet.»

France n'était que le passage d'un suffrage limité et d'un libéralisme timide à la synthèse républicaine et que tout le reste n'était qu'une parenthèse dont il n'y aurait rien à dire.

Or, non seulement cette période n'est pas une parenthèse, mais c'est le moment où se constitue un corpus théorique extrêmement consistant à partir de la réflexion sur le rapport entre libéralisme et démocratie.

L'échec personnel de Guizot et celui de la Monarchie de juillet ont complètement occulté les questions qui pourtant continuent à se poser. Cette tradition représente un point de passage obligé de la compréhension de la culture politique française au 19ème siècle. On ne peut pas comprendre

nées difficiles. Après la chute de Villèle, avec le gouvernement Martignac, on a à nouveau l'impression que l'équilibre est possible. Ce sont les ordonnances qui compromettent tout. L'idée de 1830, c'est de trouver le point d'équilibre que la Restauration a atteint à ces deux moments : 1817/19 et 1828/29.

Il y a entrée de nouvelles générations politiques; les vieux légitimistes sont de moins en moins présents. Le rôle que joue la gauche dynastique est absolument central à l'Assemblée. Du point de vue du compromis politique, on peut alors dire que la Monarchie constitutionnelle n'y est pas tellement discutée. Les républicains commencent à exister, mais ils sont très peu nombreux. Le

autour de rené girard

Il semblerait, à la façon dont sont reçus les derniers ouvrages de René Girard, qu'il ne soit toujours pas confortable d'être girardien.

Il y a une quinzaine d'années, «La violence et le sacré» heurtant de plein fouet la psychanalyse et le structuralisme triomphants, c'était autour de l'œuvre un silence embarrassé. Aujourd'hui qu'elle ne cesse de s'approfondir et de s'étendre, on en parle, mais sur le mode de la réprobation des spécialistes en sciences humaines revenus de leurs illusions passées; quand il convient désormais de pointer un index réprobateur sur toute prétention à totaliser le savoir, à donner une théorie scientifique de la culture, quand la mode est au repli, à l'éparpillement et au doute, comment peut-on rester girardien ? A cette question, à vrai dire terrorisante - sacrificielle - J.-P. Dupuy et Paul Dumouchel ont préféré, en réunissant autour de Girard (1), une équipe de chercheurs, poser cette question autrement plus sérieuse : jusqu'où peut-on être girardien ?

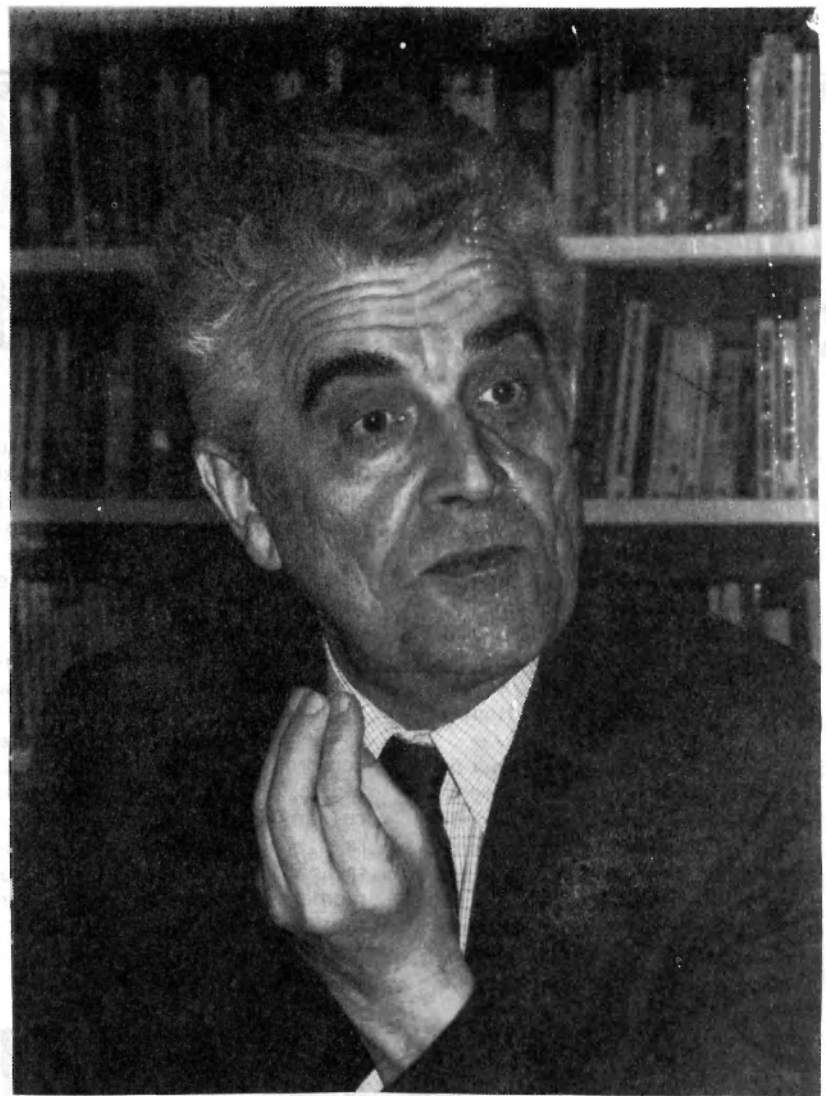
La réponse donne le vertige : quelle discipline pourrait encore prétendre échapper à l'attraction des thèses girardiennes ? Le colloque réunit le psychologue, le philosophe, l'économiste, le théologien, le sociologue, le critique d'art, le critique littéraire, le lecteur des évangiles... Les communications vont de l'analyse d'un mythe gabonais à la critique pop-périenne du concept de scientificité, de l'échec scolaire à l'esthétique de Mondrian, de la monnaie à l'amour évangélique... Le désir mimétique est partout, la violence des doubles est partout. Partout rôde la victime sacrificielle.

La victime sacrificielle serait-elle donc le dernier (parce que le premier) mot de l'homme, sur l'homme ? Girard à Cerisy aurait-il lieu de se réjouir : par son impressionnante diversité, ce colloque prouverait-il la fertilité* de la thèse girardienne, sa pertinence et sa scientificité ? La question - jusqu'où peut-on être girardien ? - serait-elle dès lors vaine ?

La lecture attentive des actes du colloque révèle pourtant que non. Les intervenants, souvent brillants, parfois vifs, voire irrespectueux (c'est tout l'intérêt du colloque), - quelque fois hélas confus ou excessivement abstraits, ne s'en laissent pas conter. Si tous veulent bien être girardiens en tout, aucun n'accepte d'être totalement girardien ! Peu suivent Girard jusqu'au bout, jusqu'à sa lecture des textes judéo-chrétiens : «Les Choses cachées...» marquent, m'a-t-il semblé une première coupure - au moment, ô paradoxe, où avec ce livre le (relatif) grand public découvre et suit Girard. Or le frappant, c'est que les résistances ne proviennent pas seulement d'esprits habitués au scrupule scientifique, mais de chrétiens mêmes, comme si les dégâts du relativisme culturel se faisaient sentir dans tous les esprits occidentaux. Mais n'est-ce pas aussi qu'aux yeux de certains l'œuvre de Girard glisse à l'apologie et qu'il apparaît chimérique ou dangereux de ramener à l'unité la religion et la science, la foi et la raison ?

C'est pourquoi de nombreuses interventions, et au premier chef celle d'Alain Boyer, se font l'écho des critiques adressées à Girard concernant la prétendue scientificité de sa démarche. Peut-on ramener à l'unité de la loi simple et claire des phénomènes infiniment variés, souvent confus ou faisant paradoxe entre eux ? Girard, dont chacun loue la rigueur, prendrait-il la méthode des sciences humaines pour sa fin, glisserait-il au scientisme ?

Sur cette question grave, à laquelle Girard lui-même a déjà répondu, non sans irritation, se greffe une autre question lancinante : si la nature de l'homme est d'être un être de désir, si la nature du désir est mimétique, la violence est



inéluçtable et s'il n'y a pas d'autre solution à la violence généralisée que le passage de la violence de tous contre tous à la violence de tous contre un (dont l'articulation fait d'ailleurs problème), alors chacun prend place dans un mécanisme : qu'en est-il de la liberté ?

Il me semble que cette question marque les limites de ce colloque tel qu'il a été organisé par J.-P. Dupuy et P. Dumouchel. Conçu à l'image de leur préoccupations de spécialistes en sciences humaines, il nous vaut des communications passionnantes, brillantes; celles de Dupuy, de Granstedt, d'Orléan, de Scubla (sur laquelle il faudrait pouvoir revenir) sont des modèles d'intelligence, de finesse, d'irrespect scientifique. Mais à mon sens, il manque l'essentiel.

Il manque le métaphysicien. Car tout Girard s'origine dans une métaphysique. Si mon désir est désir selon l'autre, l'autre s'est investi de l'être dont je manque. Mais si le je dont je parle est le je de toute conscience, si ce je est universel, si ma vérité est aussi la vérité de l'autre pour qui je suis le modèle doté de l'être qui lui manque, alors la réalité n'est que l'entrecroisement de nos illusions réciproques. Et je ne fais plus de psychologie, mais de la métaphysique.

Il me semble ainsi que le colloque aurait dû s'ouvrir par une communication sur Pascal. Et la question de la liberté, et l'autre question : du sujet, et l'autre question encore : de l'humanisme se seraient éclairées des derniers textes de Girard, qu'à leur tour elles éclairent. Depuis «Les choses cachées...», mais principalement depuis les derniers textes, il apparaît que l'œuvre de Girard suit un mouvement circulaire, qu'elle revient à son point de départ. Partie de la négativité de l'homme (le manque), elle aboutit à sa positivité (l'Amour); partie de la mauvaise réciprocité et après avoir traversé son Enfer humain, elle sort à la lumière du Christ.

Le colloque essentiel, la rencontre que j'attends toujours, mettrait face à face Girard et Ricoeur, Girard et Lévinas. L'on verrait mieux alors que tout Girard n'est qu'un commentaire actualisé de la misère de l'homme sans Dieu moment indispensable au commentaire de sa grandeur : grandeur de l'homme avec ce Dieu dont le Logos nous dit, depuis qu'a commencé l'Histoire d'Israël, qu'Il est Amour, Liberté, Sujet Absolu.

Alain FLAMAND

(1) *Violence et Vérité - autour de René Girard* - éd. Grasset. Prix franco : 260F.

La pensée techno-scientifique a fait peau neuve. On ne saurait mieux mesurer combien la mue est radicale qu'en lisant le volume que Thierry Gaudin, directeur du centre de prospective et d'évaluation au ministère de la Recherche, vient de publier sous le titre «Pouvoirs du rêve» (1).

Cet ingénieur des Mines de quarante-cinq ans a rassemblé en faisceau toutes les raisons qu'il a de croire que le cycle amorcé par la logique cartésienne, dont l'apogée pratique fut le miracle industriel, touche à son terme et que, par delà les résistances et les nécroses, se présente quelque chose qui mériterait le nom de *société de création*.

Une saine méfiance nous avait écarté des futurologies complaisantes qu'Alvin Toffler, Mac-Luhan et tant d'autres avaient brandies au groin repu de l'Occident pour le consoler de sa morosité décadente. Aucune de ces idylles n'a franchi plus d'une décennie tant elles étaient nourries de cela même qu'elles croyaient dépasser. «Il n'y a rien de plus vieux que le journal d'aujourd'hui», disait à peu près Charles Péguy.

Il en est autrement de la méditation de Thierry Gaudin, parce qu'il ose enfreindre joyeusement le tabou majeur du rationalisme scientifique et, au lieu de se ranger comme en bataille contre la «menaçante irrationalité» des mythes, rêves et mystères initiateurs aux aventures religieuses et poétiques, parce qu'il prétend et parvient souvent à les «absorber» - ce qui revient à interroger en leur nom la finalité même des entreprises techniques.

Tout part de la révolution annoncée par Heidegger lorsqu'il écrit que «l'essence de la technique n'est rien de technique», et que donc le caractère utilitaire, la fonction d'un objet, influence sa forme, certes, mais trouve ailleurs la détermination qui le fait être, et être ce qu'il est. Cet *ailleurs* est évidemment pour Thierry Gaudin le *rêve*, dont il n'a pas de mal à démontrer ici les merveilleux *pouvoirs*.

Sous la forme d'une parabole antique : celle d'Icare et Dédale dans la version presque contemporaine que nous offre l'épopée des pionniers du vol en aérostat. Quelle civilisation n'avait, en rite ou en rêve, célébré ce mythe libérateur avant que les frères Montgolfier, papetiers de tradition, eussent la folie de tenter leur première ascension ? Et il fallut encore un siècle de tâtonnements pour que Santos Dumont mène l'innovation à terme en mettant au point le ballon dirigeable... La lecture de leurs notes révèle combien la démarche insolite et proprement déviante où ils se lancèrent désarçonne la méthode scientifique pour emprunter les ailes de la poésie, voire de la mystique. Car il faut affirmer ici de la science ce que Gaudin écrit de l'industrie : elle sait résoudre les problèmes mais elle n'aurait pas su les poser...

Toute la *détermination* d'un objet - ce qui mène à son invention, et même à sa fabrication et à sa diffusion ultérieure - est contenue comme le code génétique d'une cellule, dans le programme inscrit au fond de la psyché humaine. Et ce programme - que ne peut embrasser le discours scientifique - est de l'ordre du rêve, ou plus précisément, de l'Esprit. Ainsi, le rêve de l'envol qui culmine aujourd'hui dans l'industrie spatiale a pour racine le désir mystique de rétablir le lien rompu entre le haut, le bas, la terre, le ciel, l'immanence trop pesante et la transcendance trop lointaine.

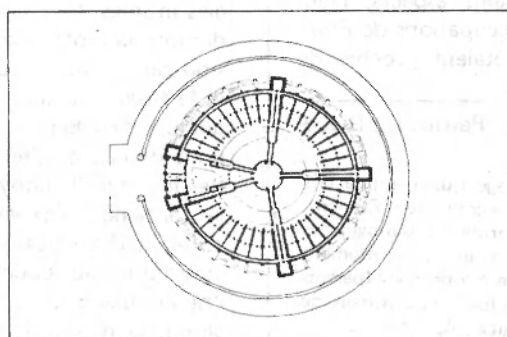
Si donc le pouvoir créateur légitime remonte au «rêve», c'est à tort qu'on le crut investi et institutionnalisé dans la Science, dont la méthode est au mieux critique, ou dans l'indus-

tu peux voler !

signé
dédale

trie productiviste et mimétique. Les conséquences de cette usurpation sont lisibles à chaque instant de l'histoire moderne. N'en retenons ici qu'une image, mais terrible : celle du «panoptique» conçu au XVIII^e siècle par Bentham pour donner une forme efficace au regard totalitaire de la Raison. Architecturalement, Foucault le décrit ainsi («Surveiller et punir»).

«Le principe est : à la périphérie, un bâtiment en anneau; au centre, une tour; celle-ci est percée de larges fenêtres qui ouvrent sur la face intérieure de l'anneau. Le bâtiment périphérique est divisé en cellules, donc chacune traverse toute l'épaisseur du bâtiment. Ces cellules



Le Panoptique.

ont deux fenêtres : l'une ouverte vers l'intérieur, correspondant aux fenêtres de la tour; l'autre donnant à l'extérieur, permet à la lumière de traverser la cellule de part en part. Il suffit alors de placer un surveillant dans la tour centrale, et dans chaque cellule, d'enfermer un fou, un malade, un condamné, un ouvrier ou un écolier. Par l'effet de contre-jour, on peut saisir de la tour, se découpant dans la lumière, les petites silhouettes captives dans les cellules de la périphérie. En somme, on inverse le principe du cachot; la pleine lumière et le regard d'un surveillant captent mieux que l'ombre qui finalement protégeait.»

Un fou, un malade, un condamné, un ouvrier ou un écolier, pris au piège de cette structure concentrationnaire, cloué à son poste par le diktat du Big Brother ombilical, est privé de tout rapport avec ses semblables, de toute interaction périphérique créative. C'est la plus terrible image qui se puisse penser, et vivre, de l'as-

servissement par idéalisme : la transparence sociale que les Lumières rêvent toujours d'instaurer avant de déboucher méthodiquement sur la Terreur sanglante et le césarisme : remplacer «le roi par la machinerie d'un pouvoir furtif».

L'application n'a cessé d'être faite, tout au long du cycle post-révolutionnaire à tous les champs du social, du politique, du scientifique et de l'industrie. N'est-ce pas grâce à l'interdiction des associations ouvrières (Loi Le Chapelier) que le capitalisme productiviste a pu roder sa machinerie anthropophage ? N'est-ce pas le centralisme jacobin qu'a autorisé et garanti encore l'unité de nations où la convivialité «périphérique» est faible et sous surveillance ? Les médias (le plan de la Maison de la Radio à Paris est un «panoptique» !) ne sont-ils pas conçus comme des réseaux d'hypnose centripètes, quel que soit le nombre des canaux disponibles ou la dispersion des centres subsidiaires ? Dans un autre ordre, le système monétaire international n'est-il pas un panoptique idéal dont Wall Street est la tour et l'œil du dieu-dollar le point central et normatif ?

A ces aberrations s'oppose et s'opposera de plus en plus, selon Thierry Gaudin, la démarche créative, parfois clandestine, qui consiste à construire «en dehors du champ de vision de l'institution... par la coalition de groupuscules» qui à leur tour se constituent en panoptique susceptible de détruire l'ancien, mais susceptible aussi de «fonctionner en réseau, non plus sur un principe de surveillance hiérarchique, mais de vigilance et d'articulation librement consentie. Alors peut-être, ce qui a été créé est-il un germe du monde futur» (p. 89).

Cette métaphore, bien sûr, n'épuise pas le sujet d'une étude où chaque page suggère de nombreux développements : l'analyse historique appliquée au cycle médiéval (de 1095 à 1475) où se constituent les premières cellules industrielles par l'innovation des communautés cisterciennes, qui périssent ensuite dans les spasmes de la guerre et de la peste avant d'ouvrir le nouveau cycle de la Renaissance... De même, l'application stimulante, sinon toujours aussi pertinente, de la théorie des trois fonctions de Dumézil et des trois ordres de Duby aux développements récents de notre société, ainsi - ce qui est neuf - qu'à chacune des composantes sociales qui se retrouvent ainsi triplement sollicitées, vers l'esprit, le combat et la production, voire institutionnellement vers le principe royal, l'oligarchique et le démocratique...

Mais le modèle futur qui se dégage du parcours comblerait certains rêves des soixante-huitards du groupe N.S.E.M. dont j'ai parlé ailleurs (2). Affirmer que «la vérité du pouvoir, c'est l'autonomie», que «le vrai pouvoir, c'est le pouvoir sur soi», qu'à l'idéologie des «prédateurs» se substituerait une logique de l'échange, de l'auto-enseignement et du jeu. Prédire le dépérissement de la valeur du capital au profit de l'initiative compétente et du courage personnel sans lesquels ce capital perd tout usage et signification. Dire enfin calmement que «le rapport de vérité précède le rapport de force», voilà qui restaure, au cœur de la prospective technologique et sociale, un sanctuaire éthique rarement aperçu.

Que le dialogue s'engage avec Thierry Gaudin et ses amis; et d'abord par la lecture de ce cahier foisonnant et vraiment actuel.

Luc de GOUSTINE

(1) Thierry Gaudin - *Pouvoirs du rêve*. Ed. CRCT - Prix franco : 90 F.

(2) «Cahier de Royaliste» numéro 12 : «Sommes-nous en marche ?» (prix franco : 12 F.).

un hommage à françois truffaut

«François avait plein de choses non pas à dire mais à montrer. C'est pour ça que sa mort m'a mis en colère». Cette réaction de Jean Gruault (1), un grand nombre de cinéphiles ont dû la partager.

Scénariste entre autres de «Jules et Jim» et de «L'enfant sauvage», Jean Gruault poursuit : «On avait plein d'autres projets : il y en avait un qui s'appelait «Le petit roi», un synopsis, l'histoire d'un petit garçon qui monte sur le trône (il disait toujours que j'étais un anarchiste de droite et lui monarchiste de gauche)».

Si cette révélation n'est présente que dans les propos de Jean Gruault, les raisons du monarchisme de Truffaut apparaissent cependant en filigrane dans d'autres textes et se manifestent tout d'abord par son attachement à la famille, comme le confirment Janine Bazin ou Marie-France Pisier. Attachement aussi au passé, aux souvenirs, conjugué à un souci constant de ne jamais s'y enfermer et de toujours aller de l'avant. Attachement enfin à la notion d'héritage spirituel présente dans tous ses films et ses écrits. Mais surtout s'il était monarchiste c'est davantage parce que ce régime est celui qui se soucie, par nature, le plus de l'enfance comme il le

déclara lui-même à la radio au moment de la sortie de «L'Argent de poche».

Par ailleurs le lecteur de ce «roman de François Truffaut» trouvera des textes d'une grande intensité émotionnelle (ceux de Godard et de Jean-Pierre Léaud notamment) et des anecdotes parfois troublantes, souvent drôles mais toujours généreuses.

Que l'on ne s'y trompe pas, il n'est pas dans notre intention de faire une indécente récupération à partir de quelques mots, mais seulement de montrer combien, par certains aspects, l'œuvre et les préoccupations de François Truffaut étaient proches de nous.

Patrice LE ROUÉ

(1) Dans l'hommage que l'équipe des Cahiers du Cinéma consacre à François Truffaut, sous forme de témoignages de personnalités ayant à un moment donné de leur vie été proches (parfois très proches) de lui : «Le roman de François Truffaut», éd. de l'Etoile. Les cahiers du cinéma. Prix franco : 205 F.

à la marelle

Les bâtisseurs de cathédrales avaient coutume d'inscrire dans le dallage, à l'orée de la nef, un grand labyrinthe octogonal ou rond que le visiteur de Chartres ou d'Amiens foule encore sous ses semelles en pénétrant dans le sanctuaire.

Ils le nommaient chemin ou «Lieue de Jérusalem» et ne se lasaient pas d'en parcourir à genoux les sinuosités, comme si c'était le raccourci d'un pèlerinage en Terre Sainte.

De cette sorte est le livre qu'offre à notre attention Gérard de Sorval : un livre, ou plutôt un espace en forme de spirale, connu de notre enfance sous le nom de Jeu de l'Oie, ou Marelle. Et chacun se souvient que la finalité prodigieuse et naïve de ce rituel enfantin est de conduire le joueur là où le jeu (le Je !) se sublimise et s'accomplit : en Paradis !

On ne tombera pas dans le discours trop particulier de la spiritualité. Les 32 images qui meublent héraldiquement les 32 cases du périple sont autant de «cas de figure» de chacune de nos vies. Et leur enchaînement, travaillé par le hasard des dés, est une simulation des divers actes de nos dramaturgies intimes. La chasse en forêt, le donjon, la grotte marquent l'éclosion du destin; la coquille, l'épée et le fuseau, le cheval : l'entrée en quête; l'hôtellerie, la vouivre, le pont de l'épée : l'épreuve consentie; le cœur flamboyant, le puits, la fontaine : l'expérience des limites et des niveaux d'énergie; le labyrinthe, le bouclier au lion, l'habit blanc : la promesse de gloire; la prison, le phœnix, l'anneau d'or : la joie des noces; le crâne enfin, la nef, la triple enceinte : l'illumination de l'Esprit.

Rien de moins schématique que ce déroulement où les retours en arrière, les enfermements, les balbutiements, correspondent aux nécessaires révolutions que l'Etre exige de celui qui veut être. Mais il y a aussi les fulgurances, les assomptions soudaines et gratuites, les coups de foudre sans lesquels il n'y a pas d'amour et pas de vie.

Sorval est un guide discret; sous le plumage des oies qui par sept fois jalonnent la quête, il aide sans forcer à cette naissance intérieure qui a tous les traits d'une migration réussie. La douceur de sa plume met cependant en branle de formidables puissances, réveille à chaque étape les dragons endormis et offre à qui le veut l'épée qui en délivre.

Un ouvrage initiatique. Sans l'appareil pédant ni la prétention de certains «ésotéristes» qui se drapent d'un mystère extérieur, à l'instar d'histrions que quelques oripeaux dispensent d'approfondir ce qu'ils jouent. Ici, tout est simple, méditatif ou tranchant, sans mode ni modèle.

La vie «intérieure» existe-t-elle ? Ce grand petit livre peut servir de révélateur à qui en doute et accompagner longtemps l'aventure de ceux pour qui l'action ne peut se concevoir sans une fécondation secrète, le silence, l'abandon à l'Esprit.

Luc de GOUSTINE

Gérard de Sorval - La Marelle ou les sept marches du paradis- Coll. Histoire et Tradition, Dervy-Livres, prix franco : 120 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.



**faites
connaissance
avec
«cité»
revue
trimestrielle**

(17 F franco)

ACTION ROYALISTE

● CONFÉRENCES DU

MERCREDI

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «Mercredis de la N.A.R.» où nous accueillons, autour d'un invité, les amis ou sympathisants de la N.A.R. et les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (Métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 heures précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures.

L'entrée de la conférence est libre et gratuite.

Mercredi 29 Mai - Depuis longtemps déjà la pensée de René Girard a fait l'objet de notre attention et de nos analyses. C'est dire l'intérêt avec lequel nous avons suivi il y a quelques mois le colloque de Cerisy consacré à son œuvre. Les actes de ce colloque viennent d'être publiés sous le titre de «Violence et vérité autour de René Girard» et c'est Jean-Pierre DUPUY, l'un de ses animateurs qui viendra nous les présenter.

Mercredi 5 Juin - Depuis dix ans, André GLUCKSMANN poursuit obstinément la politique dont le souci l'habite littéralement. Dans son dernier livre, «La Bêtise», c'est au Parti socialiste qu'il adresse une sévère admonestation. La gauche peut-elle encore, sans rire, se réclamer d'une idéologie désuète qu'elle a elle-même contribué à tuer ? Mais la droite libérale aussi en prend pour son grade ! L'auteur viendra nous présenter cet essai, parfois irritant, mais dont l'effet décapant est salutaire.

Mercredi 12 Juin - Pendant de nombreuses années, correspondant permanent de l'A.F.P. à Moscou, Patrick MENEY est devenu un spécialiste de la société soviétique. Après «La Kleptocratie» et «Les mains coupées de la Taïga», il vient aujourd'hui de publier «Niet !». S'il a choisi la forme d'un roman pour nous faire découvrir l'univers des Goulags, que l'on ne s'y trompe pas : la fiction peut rejoindre la réalité !

Mercredi 19 Juin - Ancien Président du Conseil, maintes fois ministre, le président Edgar FAURE a été un acteur de premier plan de la vie politique de notre pays pendant la 4ème et la 5ème République. C'est dire combien ses «Mémoires» sont passionnantes et font découvrir bien des aspects cachés des événements auxquels il a pris part. Il a accepté de venir nous en parler et de se soumettre au feu de nos questions.

● **CHER.** Tous les lecteurs désireux de s'informer des activités de la N.A.R. dans le département peuvent prendre contact en écrivant à N.A.R. BP 2044 - 18026 Bourges Cedex.

● CORREZE

Félicitation à notre active délégation de Corrèze qui a réagi fermement et rapidement à la suite d'apparition d'inscriptions racistes sur les murs d'Egletons. Le «Populaire du Centre» s'est fait largement l'écho de cette réaction, alors que curieusement le correspondant de «La Montagne» a vivement tenté de dissuader notre délégué de publier son communiqué !

Tous renseignements sur l'action de la NAR en Corrèze en écrivant à NAR - BP 55 - 19300 Egletons.

le tour de france de gérard leclerc

A l'occasion de la sortie de son livre, «La bataille de l'école», Gérard Leclerc, invité par de nombreux organismes, donne une série de conférences en province. Nous demandons à nos amis d'assurer un succès notable à ces réunions dont l'importance ne leur échappera pas.

Mercredi 29 mai - GRENOBLE

Invité par le Cercle Dauphinois de documentation et de communication culturelle. Réunion à 20 h 30, salle du Syndicat d'Initiatives, 14, rue de la République.

Jeudi 30 mai - LYON. Invité par le cercle Charles Péguy. Réunion à 20 h 30, 15, rue Sala, Lyon 2ème arrdt.

Mercredi 5 juin - REIMS

Dîner-débat organisé par le Club Nouvelle Citoyenneté à 20 h 30 au restaurant «La Chouette», place d'Erlon à Reims.

Samedi 8 juin - St-GERMAIN en LAYE. Invité par l'Académie des jeunes auteurs. Réunion à 20 h 30 à la Maison des Associations, 3, rue de la République.

Lundi 10 juin - PANTIN. Invité par la Société Pantinoise d'Histoire Vivante. Réunion à 20 h 15, bibliothèque Elsa Triolet, 102, av. Jean Lolive (Métro : Eglise de Pantin).

Lundi 24 juin - ANGERS. Invité par le Club Nouvelle Citoyenneté et la Librairie Richer. Conférence débat à 20 h 30 à l'Hôtel Jeanne de Laval, 34, bd. du roi René.

RAPPEL. Tous nos lecteurs sont invités à se procurer le livre de Gérard Leclerc («La bataille de l'école») auprès de notre service librairie. Prix franco : 1 ex. : 100 F - 2 ex. : 190 F - 3 ex. : 283 F.

9 JUIN : JOURNÉE DE DÉTENTE EXCURSION AU CHATEAU D'ANET ET A LA CHAPELLE ROYALE DE DREUX

9 h - Rendez-vous devant le 17, rue des Petits-Champs

11 h - Visite guidée de la Chapelle Royale de Dreux

Nécropole de la famille d'Orléans, la chapelle royale de Dreux est un émouvant lieu de pèlerinage pour les royalistes français

13 h - Déjeuner amical dans une auberge de la région

(le prix du repas sera réglé directement sur place par les participants - Prévoir environ 50 F)

15 h 30 - Visite guidée du Château d'Anet

De tous les châteaux que fit surgir la Renaissance française, Anet eut la réputation d'être le plus harmonieux et le mieux orné. Si le château eut beaucoup à souffrir du vandalisme d'acquéreurs de biens nationaux, il n'en présente pas moins beaucoup d'intérêt.

Vers 18 h 30 - Arrivée à Paris

TRANSPORT

Nous prions instamment les personnes qui ont des places disponibles dans leur voiture de nous le signaler au plus vite afin de pouvoir en faire bénéficier nos amis sans voiture.

Un minibus est prévu pour ceux qui n'auront pas trouvé de place (participation aux frais de location 40 F) - Le nombre de places est limité et elles seront gardées dans l'ordre d'arrivée des inscriptions.

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM : Prénom :

Adresse :

Téléphone :

☐ inscrit personnes pour la journée de détente du 9 juin et verse pour cela x 35 F soit F

☐ réserve places dans le minibus et verse pour cela x 40 F soit F

☐ viendra avec sa voiture et met places à la disposition de personnes sans véhicule

Je règle donc un total de F
(à l'ordre de «Royaliste»)

Bulletin à retourner à la NAR, 17, rue des Petits-Champs,

COLLOQUE HUGUES CAPET

Au mois de mars dernier se tenait à Limoges le colloque «Hugues Capet et son temps». Le numéro 2 de la revue «Analogie» qui vient de paraître publie quelques unes des principales communications de ce colloque. Prix du numéro : 40 F à adresser à «Analogie», 36, rue du 19 mars 1962, 87100 Limoges.

LYS ROUGE. L'expérience de parution hebdomadaire est terminée après les 6 numéros prévus. Il s'agit maintenant de tirer les leçons de ces six semaines d'intenses activités éditoriales. Les très nombreuses lettres que nous recevons nous y aideront. On peut s'abonner au «Lys Rouge» pour soutenir ses tentatives pour sortir certains débats de leurs ornières en envoyant un chèque de 45 F (à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris).

Il y a la gauche politique dont la critique, si facile depuis 1981, a été souvent faite y compris par elle-même. Il y a la gauche culturelle, moderne, libérale et libérée, qui bénéficie d'un très large respect. «Le Nouvel Observateur» reste à la mode et il est du dernier chic, y compris à droite, de lire «Libération» chaque matin. La qualité des informations et les analyses publiées par ces journaux justifie cette influence. Aussi est-on en droit de s'étonner lorsque, par excès de zèle, ils pratiquent des amalgames douteux et reprennent les clichés les plus éculés.

Tel est le cas de Marie Muller lorsqu'elle nous avertit que derrière les campagnes de l'intégrisme catholique «se construit une thématique lourde, où Jeanne d'Arc et les chouans, les églises romanes et les thèmes de la convivialité familiale, la défense de la langue française, de la messe en latin et de la génuflexion servent de relais à une insidieuse propagande antisémite et raciste» (1). Tel est le cas de Serge July qui, dans un éditorial consacré au sommet de Bonn, raille les «petits chanteurs à la croix de Lorraine, fans de l'indépendance nationale» pour le soutien qu'ils ont apporté dans cette affaire, à François Mitterrand.

DE L'OBSCURANTISME

Je me permets de rapprocher ces deux textes parce qu'ils procèdent d'un même état d'esprit, qui se répand depuis quelques années dans la gauche intelligente et moderniste. On se souvient qu'elle avait déjà fustigé Jack Lang pour sa dénonciation de l'hégémonie culturelle américaine puis les partisans d'une protection de l'activité économique nationale. Dénoncés comme poujadistes et «albanais», les voici maintenant confondus avec l'extrême-droite intégriste ou tournés en ridicule. Contrairement à la maxime, ces excès ne sont pas insignifiants : les amalgames et les clichés cités plus haut tendent à nier la réalité et l'importance de certains enjeux, à discréditer ceux qui s'en préoccupent sans que les motifs de cette attitude soient clairement exprimés.

Nous avons trop souvent marqué notre hostilité au racisme et à l'antisémitisme, nous nous sommes trop soigneusement tenus à l'écart des débats internes au catholicisme pour nous sentir visés par les propos de Marie Muller. Précisons encore que Jeanne d'Arc ne saurait être annexée par l'extrême-droite, ni récupérée par quelque famille politique que ce soit - la nôtre comprise. Quant à la chouannerie, nous l'évoquons parce qu'elle pose la question très actuelle du terrorisme d'Etat, jamais pour prolonger une guerre civile.

excès de zèle



par
bertrand
renouvin

Etranger à la «thématique» dénoncée par Marie Muller, je suis surpris de trouver dans son catalogue la défense de la langue française. Que ce thème soit utilisé par l'extrême-droite n'est pas une excuse. L'avenir de notre langue est l'affaire de tous ceux qui la parlent et l'écrivent. Il ne s'agit pas de défendre sa pureté - elle a toujours évolué, elle s'est toujours enrichie de mots étrangers - mais de la servir le mieux possible, et de faire en sorte qu'elle continue d'être un lien vivant entre nous et avec le monde. A cet égard, la surabondance de mots et d'expressions anglo-saxonnes est effectivement pernicieuse. Non par purisme encore une fois, mais parce que l'utilisation inconsidérée d'anglicismes dans la presse rend certains titres et certains textes - dans «Libération» par exemple - parfaitement incompréhensibles au commun des mortels. Ce qui est tout de même un comble quand on se veut à la pointe de la communication ! Ne parlons pas non plus de nationalisme, puisque la promotion de la langue française nous permet une relation immédiate et profonde avec des peuples qui sont répartis aux quatre coins de la planète. La volonté de développer cette relation est-elle raciste ? Si oui, qu'on le démontre. Si non, qu'on n'abandonne pas à l'extrême-droite la question de la langue.

DEVANT L'AMERIQUE IMPERIALE

De même pour l'indépendance nationale. Ce n'est pas parce que l'extrême-droite utilise le slogan ridicule et para-

doxal de «la France aux Français» qu'il faut brocarder ceux qui veulent préserver la liberté de notre pays face à la volonté hégémonique des Etats-Unis. Et Serge July se trompe lorsqu'il pense être moderne en se moquant des «petits chanteurs à la croix de Lorraine» : c'était là le thème du Lecanuet des années soixante, et de la gauche ringarde de la même époque. Fallait-il donc conserver les bases américaines ? Renoncer à poser la question du système monétaire international ? Le discours de Phnom-Penh était-il de moindre portée que l'action des *Comités Vietnam* ? L'entrée dans le Marché commun un signe de poujadisme ? Serge July ne peut évidemment regretter ces initiatives, dont la pertinence est aujourd'hui communément reconnue. Dès lors que veut-il suggérer ? Après tout, ce n'est pas la faute de François Mitterrand si nos partenaires européens souhaitent entrer dans la manœuvre commerciale, militaire et technologique américaine qui est, comme toujours, conçue dans le seul intérêt des Etats-Unis. Se lamenter sur la fragilité de l'Europe, sur l'incohérence des choix des pays membres, ne sert à rien. La France devait-elle sacrifier les intérêts de l'Europe en même temps que les siens propres pour sauvegarder les apparences ? Faut-il qu'elle se résigne, dans l'avenir, à l'alignement sur Washington ?

Sous une forme ou sous une autre, c'est toujours le même discours qui revient : la France doit être réaliste ; entre l'URSS et les Etats-Unis nous n'avons pas le choix... Comme si la politique ne consistait pas à bouleverser la réalité, comme si le refus de l'impérialisme soviétique impliquait la soumission à l'impérialisme américain. Le général de Gaulle avait montré qu'une autre voie était possible et F. Mitterrand reprend le chemin tracé, non par gaullisme assurément, mais parce qu'il n'y en a pas d'autre pour la France. Et qu'on ne dise pas que ce choix est rétrograde. Parce que l'empire soviétique est sur le déclin, comme le montre Régis Debray, parce que le communisme a cessé d'être la «jeunesse du monde», notre résistance à l'hégémonie américaine est plus nécessaire que jamais. Ce n'est pas de l'orgueil - «il n'y a pas d'orgueil à être Français», disait Bernanos ; ce n'est pas du nationalisme, passion inutile dans notre pays, mais simple désir de liberté. Camarades de gauche, qui avez fait tant de chemin depuis dix ans, encore un effort pour être modernes !

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Nouvel Observateur», 5 avril 1985.
(2) «Libération», 6 mai 1985.